Numéro 3 | Prix libre | Novembre 2010



"Si jamais il vient à l'idée de n'importe qui d'organiser ma vie, alors ce quelqu'un ne pourra jamais être mon compagnon."
Alfredo M. Bonanno

http://pavillon.noir.over-blog.fr | Journal apériodique du groupe Pavillon Noir Fédération anarchiste de la Vienne | pavillon-noir@federation-anarchiste.org

AU SECOURS, LES JAUNES SONT DE RETOUR !

fig.1 "*Partenaires sociaux*" négociant habilement la sortie de crise.

Centralisation du renseignement intérieur pour la sécurité du territoire et des intérêts nationaux

Fiche d'information classée secret-défense

****



Pavillon Noir est un journal apériodique.

Il est ouvert à toutes les bonnes volontés libertaires (envoyez-nous vos productions à pavillon-noir@federation-anarchiste.org).

Il est distribué sur les marchés de Poitiers (le samedi, au marché Notre-Dame ; le dimanche au marché des Couronneries).

Il est produit par le groupe Pavillon Noir.

Le groupe Pavillon Noir est un groupe anarchiste de la Vienne.

Il est actif depuis l'été 2009.

Il participe à la vie militante locale et édite un blog (dont l'adresse web est http://pavillon.noir.over-blog.fr).

Il est affilié à la Fédération anarchiste.

La Fédération anarchiste est une organisation libertaire française.

Elle est affiliée à l'Internationale des fédérations anarchistes.

Elle édite l'hebdomadaire le Monde Libertaire, que distribue régulièrement le groupe Pavillon Noir.

Elle milite pour l'avènement d'une société libre et égalitaire, sans classe et sans État.

****

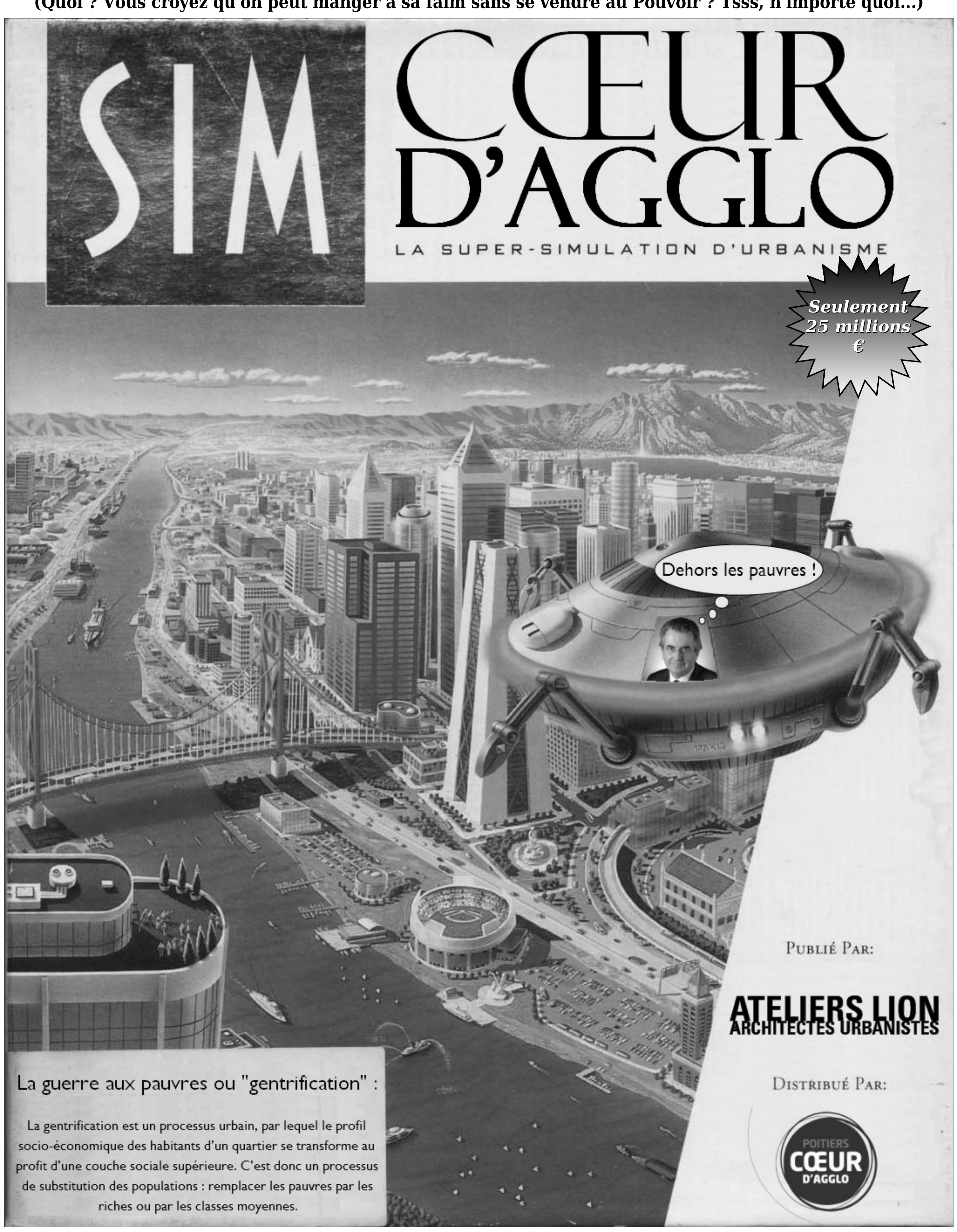
Sabotons ce vieux monde de merde !

Baise le Pouvoir et ses juges !

Sommaire

MESSAGE PUBLICITAIRE

(Quoi ? Vous croyez qu'on peut manger à sa faim sans se vendre au Pouvoir ? Tsss, n'importe quoi...)



L'édito du boucanier

De quoi parler dans ce numéro de plus ? Des individus expulsés - expulsés de leur gagne-pain de misère, de leurs campements de misère, des frontières imaginaires de patries tout aussi imaginaires, des logements que l'on claquemure et des squats que l'on emmure ? Des énièmes "acquis sociaux" démontés qui par la matraque de la "drouate", qui par la vaseline de la "gogoche" ? Des peuples en lutte pour échapper à la survie et accéder à la vie, quitte à la perdre sous la mitraille des assassins en uniforme ? De l'environnement et du vivant toujours plus nécrosé, géré, contrôlé, breveté, vacciné, élevé, marqué du sceau des maîtres de ce monde ? Des compagnes et compagnons sans nombre et sans nom, arrêtés, torturé-e-s, tabassé-e-s, séquestré-e-s, assassiné-e-s à travers le monde, dont nous portons la rage et l'amour ?

Face à tant de misère, face à tant de colère, de désespoir parfois, traiter les "actualités", "rebondir", "répondre" à toutes ces attaques par des "analyses", nous semble d'un seul coup dérisoire - tant tous ces phénomènes, en s'accélérant, semblent les scintillements, les reptations diverses d'une seule et même bête immonde ; tant l'ensemble de ces images chatoyantes de la misère et de la désolation ne semblent que les avatars d'une même folie.

Une fois de plus, comme chaque matin, comme chaque soir : ce même ras-le-bol. Cette même envie irrésistible de tout envoyer chier... Cette même impatience révolutionnaire ! Celle aussi, qui nous rend étranger à ce cauchemar morbide, celle qui nous garde vivant-e-s, celle qui nous relie aux révolté-e-s de la Terre entière. Celle que l'on garde, palpitante dans nos cœurs ; parfois, souvent dissimulée aux "proches" - ceux que nous côtoyons à la maison, dans la rue, au boulot, au café- dont les visages souriants se mueraient en rictus, si on leur confiait tout ce qui nous agite - et leurs rictus, témoins du fait que c'est la servitude volontaire de nos frères et sœurs qui est le plus sûr pilier de ce système, sont pour nous souffrance et une solitude bien plus cruelles que les coups que nous portent les agents reconnus du pouvoir.

Dans ce monde, puisque le moindre des actes, la moindre des pensées, le moindre mot est régi par, et/ou confronté à, l'idéologie politique dominante - la chose que l'on ingère, le costume que l'on porte, l'individu avec lequel on couche, les mots que l'on prononce - nous vivons tout et partout comme une prison, et nous sommes tou-te-s des prisonnier-e-s, et potentiellement toujours des maton-ne-s, ce qui revient au final au même ; à la même réalité.

Les distractions pour "fuir" la misère et la folie, sont elles-mêmes fabriquées par et pour le système : les "bouffées d'air" sont des soupapes de décompression pour mieux nous presser ; les "vacances" cachent mal leur vacuité ; les espaces culturels ressemblent à des lieux de culte de l'idéologie dominante, tout aussi soporifiques ; "l'évasion" ressemble à la visite d'autres zones de la même prison ; et "l'opposition" que l'on nous permet, avec ses drapeaux et banderoles, ses slogans braillards et ses décibels saturés, semblent conforter la position de l'existant. Ces temps de récréation nous remettent au travail, à la tâche, à la résignation, à la morosité d'assumer plus ou moins consciemment cette sournoise culpabilité de vivre en lâches. Les espaces culturels, les logos bleus et roses, les concerts, les émissions de divertissement, la mode, le théâtre, le sexe... À chaque classe et à chaque individu son opium ; le monde est rempli d'images aussi gaies, de musiques d'ascenseurs aussi apaisantes, qu'est brutale la guerre sociale qui broie les êtres pour préserver les avoirs. La joie s'affiche d'autant plus officiellement que sont tristes nos vies, si dénuées de nous-mêmes.

Dès lors, la révolution, le retour complet sur nous-mêmes, le sabotage de tout ce qui fonde et nourrit la machine autoritaire, ne peut consister seulement à coller à l'actualité, à en suivre le tempo, le rythme, tels des moutons stimulés par la férule, et/ou tels des bergers croyant les guider ; mais à affirmer la permanence d'une révolte qui nous est à la fois propre et commune, parce qu'elle a toujours été et se sera jamais éteinte ; d'une rupture : ici et maintenant, contre tout ce qui nous encage.

À trop s'enfermer dans une posture d'attaqué, à trop manifester, à trop écrire d'articles, à trop contester et désobéir, on se condamne à la réaction et au mieux, à ne pas -trop- reculer. Mais, nous ne voulons plus danser le tango avec ce qui nous étouffe.

Nous voulons créer ! De la vie, du plaisir, des échanges, des espaces, des savoirs, de la gratuité, de l'autonomie, de l'entraide, et donc forcément, parce que le système se fonde sur la négation de tout cela, nous entrons en désobéissance, et donc forcément en a-légalité et donc presque toujours, à terme, dans l'illégalité et la lutte contre la répression ; mais il ne s'agit plus de romantisme, d'une simple désobéissance héroïque ; il s'agit de désobéissance offensive, affirmative, dépassant le rapport de force et la lutte.

Comme un outil de production qu'on autogérerait lors d'une grève générale - plutôt que d'organiser une manif de gauche réclamant selon l'humeur de "meilleurs salaires et conditions de travail" ou une "résistance contre la destruction des acquis sociaux". Comme une envie de ne plus négocier notre soif de liberté avec nos souriants bourreaux, comme une envie de chier sur la ouate qu'on nous tend pour éponger les larmes de nos solitudes. Comme une nécessité de ne plus museler notre rage. Comme une envie d'affirmer, encore, toujours, que c'est toujours l'action directe, qui débarrassée des calculs tactiques des bureaucrates syndicaux et politiques, a toujours, toujours, TOUJOURS permis des avancées individuelles et sociales réelles.

ALORS POURQUOI CE CANARD, POURQUOI UN ÉNIÈME TORCHECUL ?

Parce qu'on part toujours de situations réelles. Il n'y a pas d'anarchie au ciel, il n'y a que des anarchismes. L'anarchisme, toujours au pluriel, n'est jamais une abstraction, une création *ex nihilo* - il se réalise à partir des rapports de force réels et présents. L'autorité se dissimule partout, elle suinte de partout, des moindres rouages de nos vies. On ne s'en débarrasse pas en décrétant l'anarchie, mais en se jetant dans l'anarchisme.

Combattez-la ici, elle revient par là où vous ne l'attendiez pas - ou plus ; il faut donc la débusquer sans cesse, y compris en nous-mêmes. Pour cela, la réflexion individuelle seule ne suffit pas : oh certes, elle peut creuser très loin, très profond... mais aussi très à côté d'évidences invisibilisées par le fait que nous relayons toujours de nous-mêmes l'autorité qui nous a nourri-e-s. Et que l'autoritaire, en chacun de nous, a pour caractéristique de ne pas se voir en autoritaire, de toujours trouver son attitude juste, humaine ; d'invisibiliser et-ou de railler tout ce qui pourrait délégitimer son autorité.

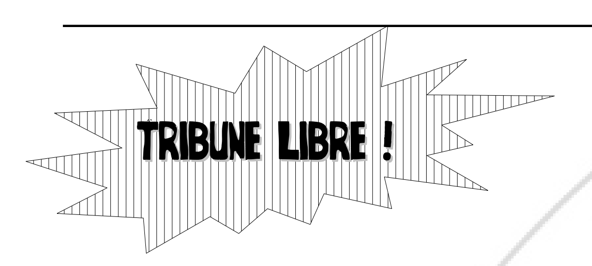
La liberté n'est pas tacite, n'est pas abstraite, n'est pas hors des temps et des espaces - il n'y a que les curés pour asséner telles bêtises. Elle se construit concrètement.

Ce n'est donc qu'ensemble, et donc -ce n'est pas un paradoxe- en communistes, qu'on combat cette autorité en individualistes radicaux - et inversement. L'oppression est toujours sociale ; la liberté individuelle elle aussi est une notion éminemment sociale. À partir de quand l'acte de l'un-e devient-elle la liberté de l'autre ? À partir de quand l'acte de l'un-e devient-elle au contraire une contrainte pour l'autre ? À partir de quand ce qui était vrai ne l'est plus ? À partir de quand ce qui était utile ne l'est plus ? Il n'y a que des actes en situation, et il n'y a de politique que leur développement mutuel, ou leur destruction mutuelle. Faire circuler la parole, la réflexion, des pratiques concrètes, est indispensable à la résolution -toujours provisoire et imparfaite- des situations d'oppression, réelles et vécues, et à la construction d'une liberté dynamique, individuelle et sociale.

D'autre part, malgré la multitude des abstractions abrutissantes dont elles se nourrit pour se légitimer, l'autorité est toujours concrète, elle se termine toujours par la violence - la lutte l'est toujours aussi, concrète. La répression est bien réelle, et il faut peser les risques, et réfléchir toujours de nouveau à l'équilibre entre le risque de la rupture pour notre liberté (amendes à payer par des sessions d'esclavage d'intérêt patronal ou d'intérêt général ; hosto ; zonzon ; cimetière) et le plaisir tout aussi réel de l'émancipation, et la jouissance d'une liberté conquise de fait. Casser ce qui nous opprime est indispensable, mais nous devons réfléchir aux moyens car nous aimons la joie et non la souffrance, la vie et non le sacrifice - il s'agit juste, mais c'est là le plus important, de mettre les choses en balance telles qu'elles sont, en-dehors de tous les discours pompeux, romantiques et politiciens. Nous sommes seuls juges. Personne n'a droit de juger à notre place.

Aussi faut-il partir du réel. La vérité n'appartient à personne - elle n'existe pas. Ça nécessite de se rencontrer, d'échanger, d'agir ensemble, de nous régler ensemble le temps qu'il nous convient pour ce qui nous convient - bref, de nous organiser pour régler concrètement nos problèmes. En fonction des données concrètes, de nos casiers, de nos thunes, de nos peurs, de nos envies réelles. Ce canard n'est qu'une contribution de plus à la lutte en cours. Quelques analyses, des textes épars, des visuels, toujours trop, toujours pas assez, mais toujours des contributions libres, de la liberté de toutes celles et tous ceux qui, avec leurs tripes, leur cœur et leur tête, veulent foutre ensemble tout ce merdier au compost fertile de la révolution sociale et libertaire.

John Rackham



C'est pas gagné

Il est tôt ce matin, enfin cela peut paraître tôt... 8H... Habitude matinale qui le dimanche se dilue en désir de passer l'oreille sur les infos.

Cette station reste une source si l'on est déjà informé. Soumise et vendue, elle gagne sa vie, à l'image de ses auditeurs. On fait des concessions, on se soumet pour gagner de l'argent (certains disent, perdre sa vie pour la gagner). Le mot GAGNER, élastique à souhait. Que l'on gagne juste de quoi s'entretenir avec le minimum possible ou que l'on gagne des milliards, il n'y a pas d'autre terme.

Et ce matin, chronique hebdo, on nous vante les caractéristiques d'une voiture, bien grosse, bien polluante, bien chère. Écoutez le poème du « connaisseur » de vin et vous aurez l'air. Avez-vous remarqué qu'il ne trouve jamais le goût d'un sulfamide ni d'un pesticide ? Il y reconnaît des goûts de cerise, d'arabica, de feuilles mortes. À mon avis le plus rare doit être épicé d'une senteur de météorite.

Revenons à la voiture, allez-y, prenez-la dans votre lit, une bagnole a un sexe. Vous ne saviez pas ? On ne vous parlera jamais de son odeur délétère, de ses vertus médicinales du genre ciguë foudroyante pour la planète et ses habitants, les mains rougies de sang, de ses oreilles bourdonnantes, de la plainte de ceux qui meurent de faim et de tas d'autres façons, pour assurer son existence et notre pseudo liberté.

Toute cette brutalité pour un tas de fer posé sur du caoutchouc, qui dévalue la fenêtre sous laquelle il ne se lasse pas de passer.

L'indifférence à cette connerie, facturée des milliers d'euros pour se faire entendre ne laisse des traces que dans quelques esprits malades. Le mien par exemple.

Une rayure sur la voiture de Monsieur et Madame, les secoue, les font bouger, parler, s'indigner, se défendre. Puis leur indifférence reprend, amis silencieux devant leur télé, autoroute de la culture qui les manipule politiquement.

Votre femme de ménage

Le Gâs qu'a perdu l'esprit

de Gaston Couté

Par chez nous, dans la vieille lande
Ousque ça sent bon la lavande,
Il est un gâs qui va, qui vient,
En rôdant partout comme un chien
Et, tout en allant, il dégoise
Des sottises aux gens qu'il croise.

Honnêtes gens, pardonnez-lui
Car il ne sait pas ce qu'il dit :
C'est un gâs qu'a perdu l'esprit !

- Ohé là-bas ! bourgeois qui passe,
Arrive ici que je t'embrasse ;
T'es mon frère que je te dis
Car, quoique t'as de bieaux habits
Et moi, des hardes en guenille,
J'ont tous deux la même famille

- Ohé là-bas ! le gros vicaire
Qui menez un défunt en terre,
Les morts n'ont plus besoin de vous,
Car ils ont bieau laisser leurs sous
Pour acheter votre ieau bénite,
C'est point ça qui les ressuscite...

- Ohé là-bas ! Monsieu le Maire,
Disez-moué donc pourquoi donc faire
Qu'on arrête les chemineux
Quand vous, qui n'êtes qu'un voleur
Et peut-être ben pis encore,
Le gouvernement vous décore.

- Ohé là-bas ! garde champêtre,
Vous feriez ben mieux d'aller paîtr
Qu'embêter ceux qui font l'amour
Au bas des talus, en plein jour ;
Regardez si les grandes vaches
Et les petits moineaux se cachent.

- Ohé là-bas ! bieau militaire
Qui traînez un sabre au derrière
Brisez-le, jetez-le à l'ieau
Ou ben donnez-le moi plutôt
Pour faire un coutre[1] de charrue...
Je mourrons ben sans qu'on nous tue.

Et si le pauvre est imbécile
C'est d'avoir trop lu l'Evangile ;
Le fait est que si Jésus-Christ
Revenait, aujour d'aujord'hui,
Répéter cheu nous, dans la lande
Ousque ça sent bon la lavande.

Ce que dans le temps il a dit,
Pas mal de gens dirin[2] de lui :
"C'est un gâs qu'a perdu l'esprit ! ..."

---

1 ***Coutre*** *: Fer tranchant placé en avant du soc de la charrue pour fendre la terre*
2 ***Dirin*** *= diraient*

VIVE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION !





Ci-dessus, quelques bouchers en uniforme accomplissent leur devoir.

Vous le savez sans doute, le 10 octobre 2009, Poitiers a connu des *incidents* au cours d'une manifestation anticarcérale organisée suite à l'ouverture de la nouvelle prison récemment construite par Bouygues à Vivonne et au transfert des prisonniers prévu le lendemain. Ces *"incidents"*, (bris de vitrines « ciblées » et nombreuses inscriptions sur des murs et des bâtiments) ont été largement couverts et **dramatisés** par les médias.

Les forces de police, manifestement débordées (ou complices ?) n'ayant interpellé aucun des auteurs des faits, se sont **vengées et défoulées** en opérant, **3 heures après les faits**, une véritable **rafle** dans le lieu alternatif où, au cours de la journée, s'étaient tenus des débats et où, le soir, des concerts devaient avoir lieu. Les personnes qui s'y trouvaient ont été humiliées, photographiées, malmenées, et le matériel des groupes saccagé. 18 ont été interpellées, 8 placées 48 heures en garde à vue et 3 individus, deux jeunes militants poitevins et un militant tourangeau ont été jugés en comparution immédiate, le soir même de la visite du ministre Hortefeux (tiens, tiens, encore et toujours lui !). Il s'était déplacé pour **exiger des sanctions sévères** à l'encontre de ceux qui étaient qualifiés de « casseurs ».

Malgré la légèreté des accusations (jet de projectiles ?) voire l'inexistence totale de preuves, des peines de prison complètement disproportion-nées ont été prononcées lors d'un procès mené à charge. Il fallait trouver des « coupables », on en tenait et quels dangereux criminels !!! Pour couronner le tout, le procureur s'est permis de faire appel, estimant que les sanctions n'étaient pas assez lourdes (ben, voyons !).

Le 17 octobre, une manifestation qui se voulait responsable et digne (on veut bien manifester, mais il faut savoir se tenir et respecter l'ordre républicain), est organisée pour soutenir les deux étudiants incarcérés (« curieusement », le troisième embastillé avait été « oublié », malgré une peine plus lourde que celle des deux autres soit quatre mois ferme). De 800 à 1000 poitevins, **très encadrés par la police et la BAC (Brigade anticriminalité), filmés et photographiés**, se dirigent vers le parc de Blossac, et à la demande du père d'un des jeunes, s'arrêtent devant le Monument de la Résistance.

C'est à ce moment là qu'Alain Evillard, 59 ans, outré par la manière indigne dont s'étaient déroulées les arrestations et par les condamnations iniques des « inculpés du 10 octobre » a crié : « le procureur est un salaud, un "Papon" », propos visant M. Pierre Sennès, Procureur de la République qui avait prononcé le réquisitoire. Ce dangereux extrémiste qui avait osé exprimer tout haut ce que tout le monde pensait tout bas a immédiatement été arrêté sur les ordres du Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le même qui avait ordonné les autres arrestations et qui, depuis, poursuit sans relâche son œuvre de nettoyage au Kärcher, l'ineffable M. Papineau dont la principale activité consiste à faire la chasse aux militants.

Alain qui assume totalement ses propos, est poursuivi pour délit d'injures publiques envers un fonctionnaire public. Son dossier a été dépaysé au TGI (Tribunal de Grande Instance) de Paris par la Cour de Cassation de Paris et, suite à sa convocation par une juge d'instruction le 29 juin, il a été mis en examen (son avocate, Irène Terrel ayant obtenu le report de la convocation initialement prévue le 8 juin). Selon le code pénal, il n'encourt pas la prison (dommage, il aurait pu témoigner de la douceur de vivre à Vivonne !), mais au maximum 75 000 euros d'amende !

Il va de soi qu'ils n'auront pas un kopeck... Théoriquement, le Procureur de la République a 3 mois pour présenter ses réquisitions, mais l'avocate, contactée au moment de la « date butoir » (29 septembre) a fait savoir qu'il s'agissait d'un délai non sanctionné et qui, pour les prévenus libres, n'était souvent pas respecté. L'affaire suit donc toujours son (long) cours et la date du procès n'est pas encore connue.

Lorsque des responsables de l'UMP traitent Médiapart de fasciste ou l'assimilent, dans ses méthodes d'investigation, à la presse d'extrême droite de l'entre-deux-guerres, ils ne sont pas convoqués au commissariat, ni placés en garde à vue. Il y aurait donc, d'un côté, des responsables du parti au pouvoir, qui peuvent faire des amalgames avec le régime de Pétain ; de l'autre, ceux qui sont criminalisés lorsqu'ils font référence aux comportements de fonctionnaires ayant participé à la politique de collaboration de Vichy ou ayant organisé les ratonnades du 17 octobre 1961 à l'encontre des Algériens, causant des dizaines, voire des centaines, de morts. C'est le même Papon qui, le 8 février 1962, avec l'accord du ministre de l'intérieur Roger Frey et du Président de la République Charles de Gaulle, a donné l'ordre de réprimer la « manifestation de Charonne » où 9 personnes trouveront la mort, étouffées ou à la suite de fractures du crâne.

On est vraiment dans le deux poids, deux mesures ! Cette condamnation est inadmissible, comme celle des 6 de Pau ou des 4 de Tours. Exigeons la relaxe pour Alain et tous les autres prévenus !

Message dédicacé à toutEs celles et ceux qui sont aux prises avec l'appareil répressif étatique, aux ordres de la Marchandise.

Pendant que vous lisez ces lignes, des fonctionnaires surpayés sont en train de claquer vos impôts dans la recherche de nouveaux outils pour grignoter le peu de liberté qu'il vous reste encore.

Leur laboratoire de la répression sera notre terrain d'expérimentation de la résistance !

Que crève l'État, ses taules, sa police et sa "justice" aux ordres ! Nous resterons ingouvernables.



Le droit à l'IVG en question



Depuis 10 ans, le nombre total d'interruptions volontaires de grossesse en France est demeuré stable (en moyenne 200 000).

Pourtant, depuis la promulgation de la fameuse loi Veil de 1975, force est de constater que d'une part, l'accès à l'interruption volontaire de grossesse est variable d'une région à l'autre, et que d'autre part, la pression sociale engendrant la culpabilité chez les femmes y ayant recours reste prégnante.

Régression de l'accès aux contraceptifs et augmentation des IVG médicamenteuses

Il existe deux types d'IVG : la chirurgicale et la médicamenteuse. Cette dernière, à lire les plus récentes statistiques publiées, progresse et cela devrait nous donner grande satisfaction : cela pourrait en effet démontrer que les campagnes de prévention et, surtout, l'accès à l'IVG, sont une réalité en France.

Pourtant, c'est tout le contraire ! Ces chiffres devraient nous inquiéter car la contraception régresse au profit de l'IVG médicamenteuse, en particulier auprès des jeunes femmes. Il y a de quoi s'alarmer. Les plannings familiaux remplissent leurs missions de manière non uniforme sur le territoire. Les jeunes filles accèdent de moins en moins à ces services dans le cadre préventif.La mobilité des populations, les nouveaux rapports amoureux, une certaine rupture avec les structures traditionnelles de soutien aux femmes, la réorganisation des services de soins, ne sont pas pris en compte.

Le Poitou-Charentes dans le contexte national

À Poitiers, ainsi que dans bien d'autres villes de province, il n'est pas simple d'accéder à l'IVG. Pourtant, les derniers chiffres disponibles (ceux de 2007 parus fin décembre 2009) révèlent 4311 IVG pratiquées dans toute la région Poitou-Charentes.

Ce chiffre est assez faible, si on le compare aux autres régions françaises. C'est même l'un des plus faibles, avec celui du Limousin, de la Champagne-Ardenne, de la Basse-Normandie, de la Corse, la Martinique, la Guyane...

Néanmoins, il faut là encore lire ces chiffres avec précaution, car ils sont à mettre en rapport avec la densité et l'âge de la population. Dans ces régions, la population est plutôt âgée et la population moins importante. Proportionnellement, le nombre d'IVG en Poitou reste donc tout de même conséquent.

Pérégrination IVG à Poitiers

À Poitiers comme ailleurs, quand on souhaite se faire avorter avec l'aide du corps médical - quelles qu'en soient les raisons, qui sont propres à chacune – cela peut relever de la véritable galère.

Au planning familial, vous devez respecter une semaine de délai obligatoire pour « réfléchir » suite au premier entretien. Or, ce n'est vraiment obligatoire que pour les mineures. Quand ce petit détail légal leur est rappelé, il n'a pas de sens : il faut suivre la procédure et c'est tout !

Pourtant, lorsqu'une femme décide de pousser la porte des espaces médicalisés pour une IVG, le plus souvent son choix est déjà réfléchi.
Par ailleurs, les rendez-vous ne sont pas évidents à obtenir.

Si vous n'êtes pas disponible tout le temps, pour des contraintes d'ordre professionnel ou familial, il vous est rappelé que vous devez « choisir » et « vite » qui plus est : si vous voulez interrompre votre grossesse non voulue, « il faut assumer ».

Au planning familial, vous devez respecter une semaine de délai obligatoire pour « réfléchir » suite au premier entretien. Or, ce n'est vraiment obligatoire que pour les mineures. Quand ce petit détail légal leur est rappelé, il n'a pas de sens : il faut suivre la procédure et c'est tout !
Pourtant, lorsqu'une femme décide de pousser la porte des espaces médicalisés pour une IVG, le plus souvent son choix est déjà réfléchi.
Par ailleurs, les rendez-vous ne sont pas évidents à obtenir. Si vous n'êtes pas disponible tout le temps, pour des contraintes d'ordre professionnel ou familial, il vous est rappelé que vous devez « choisir » et « vite » qui plus est : si vous voulez interrompre votre grossesse non voulue, « il faut assumer ».

Concernant les IVG médicamenteuses, un seul cabinet les pratique à Poitiers, et ce jusqu'à 7 semaines... alors que la loi les permet en théorie jusqu'à 9 semaines. Comme le choix appartient dans les faits au médecin, dans ce délai de 2 semaines compris entre la 7ème et la 9ème, il semble exister un flou réel : l'IVG médicamenteuse, dans les textes et les pratiques, reste un leurre car s'il est défini une limite de 9 semaines, très peu de médecins la pratiquent en réalité.

En effet le risque est fort, selon eux, que cela ne fonctionne pas (l'embryon peut être bien accroché à la paroi) et qu'il faille de toute façon avoir recours à l'intervention chirurgicale. Seules les grossesses non désirées, décelées très tôt (ce qui est assez rarement le cas) sont susceptibles d'être interrompues dans ce cadre-là, ce qui peut s'avérer très douloureux.

Rassemblements anti-IVG organisés par l'association catholique intégriste SOS Touts Petits, dans toute la France le samedi 20 Novembre 2010 à 14h30. Face au diktat religieux, face au patriarcat, soyons présentEs !
À Poitiers, rendez-vous devant le parvis de l'église Notre-Dame la Grande, place Charles de Gaulle (place du marché).



De plus, certaines analyses tendent à démontrer qu'un certain nombre de femmes, souvent jeunes, ont recours à l'IVG médicamenteuse, à défaut d'un accès à une contraception orale régulière ou ponctuelle (en pharmacie) suite à une relation sexuelle non ou mal protégée.

Dans les espaces médicalisés privés, l'accès aux entretiens avec les médecins restent plus rapides et faciles. Même si on vous promène au gré des disponibilités des médecins, on n'est pas courtois, on vous regarde à peine...

Une femme, déjà maman et ne souhaitant pas d'autres enfants, a souhaité témoigner de son expérience récente. Si son IVG en elle-même a bien été prise en charge dans les temps et selon la déontologie médicale, elle nous a fait part d'une pression faisant suite à l'opération qui consternera plus d'une personne.

Elle explique que, suite à son intervention chirurgicale, la clinique lui a fait savoir que sa carte vitale n'était pas actualisée. Les remboursements n'étaient donc pas possibles et elle a fait l'objet de menaces quant à l'exigence de régler la facture sur le champ.
Pourtant, salariée depuis longtemps, ses droits étaient bel et bien ouverts auprès de sa caisse d'assurance maladie. Ne voulant céder à la pression qu'on lui faisait subir, elle a joint au téléphone sa caisse d'assurance maladie qui a exigé l'envoi de ses dernières fiches de salaire car, lui a-t-on expliqué, ses droits n'étaient en effet pas actualisés.

Néanmoins, au niveau administratif, rien n'a corroboré cette information, en particulier l'accès aux soins et remboursements auxquels elle prétendait toujours sans difficulté. Droits effectivement ouverts que pharmaciens et médecins lui ont confirmé... Quant à la clinique, on lui a expliqué qu'il était préférable de procéder par téléphone (à la limite du harcèlement), car les personnels ont des consignes claires pour la gestion administrative des femmes ayant subi une IVG dans leur établissement.

Elle s'est même fait expliquer que « *si [elle avait] subi une intervention normale* », tout aurait été plus simple mais « *nous avons des consignes, des pressions*.»

Dissimulation des vrais chiffres des IVG ?

Pourquoi faut-il deux ans à l'INSEE pour publier les chiffres de l'IVG en France ? Nous n'avons pas de réponse à cette question. Ce qu'on sait pourtant c'est que les outils statistiques du Ministère de la santé et de l'INSEE sont suffisamment performants pour délivrer annuellement voire semestriellement des chiffres dans d'autres domaines de la santé. Ce qu'on sait aussi c'est que les lobbies anti-IVG demeurent actifs - dans l'ombre - et que les pressions exercées sur les établissements, notamment privés, et les politiques révèlent un véritable système de discriminations orchestré « dans les marges non visibles » - au détriment des femmes.

Faut-il rappeler cette manifestation de SOS Tout-Petits le 14 novembre 2009 à Poitiers, lors de laquelle les catholiques anti-IVG sont venus prier à genoux devant Notre-Dame la Grande pour demander au seigneur de pardonner les péchés de ces femmes qui ont recours à l'IVG et pour se montrer ouvertement présents sur le territoire tout en fustigeant les pro-IVG venus contre-manifester pacifiquement ?

Quant au service public, s'il est davantage transparent, les financements se réduisent en peau de chagrin et le transfert de la prise en charge de l'IVG vers les établissements privés est une réalité en France qu'on ne peut plus nier. Cela va plus loin : les campagnes de prévention sont négligées. Alors quel rôle reste-t-il à jouer pour les plannings familiaux ?

Ainsi, ce sont encore une fois les femmes qui sont stigmatisées, montrées du doigt, culpabilisées, tout au long du processus. Et jusqu'à aujourd'hui, presque rien n'est fait pour améliorer leurs conditions dans le domaine de l'accès à l'IVG.

Il ne faut pas baisser les bras ni baisser la garde. Les luttes anti-sexistes et anti-patriarcales sont plus que jamais d'actualité. Et il est impératif de rappeler ici pour conclure que ces luttes ne sont pas spécifiques aux femmes mais relèvent bel et bien d'un système global d'aliénation et de soumission auquel chaque individu dans notre société capitaliste est constamment soumis. Nous ne sommes pas des chiffres, encore moins des catégories.

Nous sommes des êtres humains, volontaires et engagés, pour le respect de l'individu à être responsable de son corps, pour lui-même.

Ringue Denial



Sexisme d'État et Subversion des Genres !

Notre système démocratique représentatif actuel, reposant avant tout sur la domination d'une « élite démocratique » sur le reste de la population, a toujours su soumettre cette dernière par le mensonge, la démagogie, la manipulation mentale ou encore la violence.

L'État, l'organe de rassemblement et de constitution de « l'élite démocratique », s'est toujours présenté comme « légitime » du fait qu'il représente, selon lui, le progrès social, la démocratie et la liberté... Or il n'en n'est rien.

Historiquement l'État s'est construit sur la destruction et la soumission des communautés libres. Ancien soutien de l'Église et toujours celui du Capital, il se fait le défenseur de l'exploitation humaine et de la propriété privée. Détenteur de l'armée et de la police, il n'hésite pas à s'en servir pour protéger ses intérêts et sa sécurité. Souverain suprême, il se place au dessus de la volonté du peuple au nom de sa représentation qui lui est attribuée lors des élections.

Écartant la population des enjeux et prises de décisions politiques, économiques, sociales ainsi qu'écologiques d'aujourd'hui, il la déresponsabilise, la maintient dans l'ignorance et le mensonge par la multiplication des abrutissoirs sociaux (le travail, la télé, les centres commerciaux, les stades de foot...) tout en lui tenant un discours sécuritaire dans lequel il se targue d'être le gardien de l'ordre face aux organisations anarchistes.

Appelant à une obéissance passive et à une croyance aveugle en ses institutions et ses lois, l'État réussit aujourd'hui à s'imposer sur tout les domaines de la vie sociale : naissances, éducation, culture, langue, mode de production, habitat... Plus rien n'échappe à son contrôle et il ne craint rien du peuple, pris au jeu de la démocratie représentative.

L'État, ancien soutien de l'Église, qui comme vous le savez sans doute par ses croyances religieuses, est clairement sexiste, misogyne et patriarcale : « Femmes, soyez soumises à vos maris comme au Seigneur ! » ; « Tu seras avide de ton homme et lui te dominera ! ».



"Si j'avais un marteau... Je DÉTRUIRAIS le Patriarcat" - Je l'ai **TROUVÉ** !

L'Église se défend de cela en disant que les hommes sont eux-mêmes soumis à Dieu qui est, rappelons-le, un être parfait et juste (?), ainsi la relation hommes-femmes ne peut être qu'Amour... Mais implicitement cela signifie que la parole des hommes prévaut sur celle des femmes et que ses gestes, même les plus déplacés, ne peuvent être que justes (!).

Malgré leur séparation en 1905, l'État partage encore avec l'Église cette conception sexiste, misogyne et patriarcale. L'État se défend bien de cela en affirmant son adhésion au principe de la non-discrimination, appliqué le 09 mars 2004 ne tenant compte que de 6 discriminations et ne traitant uniquement que de la garantie à l'accès à la consommation et au travail d'une personne distinguée.

Derrière ce rideau d'illusion continue ainsi un système sexiste, misogyne et patriarcal perpétué par l'État qui s'étend jusqu'à l'intérieur même de ses institutions : les femmes, au même titre que les hommes, ont obtenu le droit d'élire leur maître ou de s'y présenter comme tel aux élections, mais sous-représentées, elles sont « victimes » de discrimination positive, ce qui reste une discrimination avant tout. Les femmes, toujours au même titre que les hommes, ont le droit de se faire exploiter au travail, avec tout de même un revenu moins élevé que celui des hommes ainsi qu'en prime une double journée de travail.

Le droit à la contraception et à l'IVG, mis en danger par une politique libérale capitaliste-productiviste, appuyée par le gouvernement, qui fait la chasse au non-rentable. La publicité sexiste reflétant les fantasmes des dominants masculins, pourtant largement dénoncée par les réseaux féministes est toujours non-bannie.
Le projet d'État de réouverture des maisons closes est révélateur : c'est l'exploitation et la marchandisation du corps qui est clairement mise en avant.

La prétendue Révolution féministe nous a bercé d'illusions, car elle ne visait pas la destruction de l'État, l'organe suprême de la domination aussi bien des hommes que des femmes, mais la recherche d'une législation du statut de la femme à travers celui-ci. De ce fait, l'État joue le jeu de la parité et de l'égalité mais par son contrôle permanent de la vie sociale préserve, avec ses copains capitalistes, qui quand à eux y trouvent leur compte dans de nouveaux marchés très juteux notamment dans les produits de beauté, et son pote le pape, cette vision de la femme comme sous-homme, incapable de capacité physique ou intellectuelle, née pour servir les fantasmes de domination des hommes de pouvoir.

La contrainte législative ne détruit pas un concept... Elle le déplace simplement dans un endroit plus propice à son développement.

La Révolution féministe, me semble-t-il, ne se fera que par :

1. La destruction du système d'oppression Religion, Capital, État qui condition-ne par l'ignorance et la manipulation mentale toute la population dans un schéma social déterminé afin de servir au mieux les maîtres qui nous font esclaves.

2. Une subversion des genres : c'est-à-dire une révolution des consciences aboutissant sur la déconstruction des principes, des valeurs de la féminité et de la masculinité pour ne faire qu'apparaître simplement des humains qui se déterminent alors librement, mettant ainsi fin aux discriminations et insultes de genre.

Mort au sexisme ! Vive l'anarchie !

L'anar de TAZmanie

"La contrainte législative ne détruit pas un concept... Elle le déplace simplement dans un endroit plus propice à son développement."

Brèves nationales

Lycéens en grève à Lorient

En Bretagne, dans le Morbihan, les lycéens ont décidé de se mettre en grève contre la réforme des retraite. Le 30 septembre, ils ont rejoint la manifestation d'agents territoriaux et, le 5 octobre, ils sont décidés seuls de se mettre à nouveau en grève contre la réforme des retraites ! Il faut dire que cette réforme les concerne bien plus directement qu'on ne l'imagine ! Et il est sympa de noter que ces grèves ont eu lieu en dehors des dates nationales d'appel à la grève de la part des grandes centrales syndicales !
Le 5 octobre, ils étaient quelques 200 étudiants dans la rue, tentant de débaucher d'autres lycéens pour rejoindre l'université. Ils ont été escortés de près par la police qui qualifie les mouvements lycéens d'imprévisibles ! La presse (Ouest France) tente d'ailleurs un amalgame fumeux et bien dans le vent en évoquant dans ses colonnes un incident qui a eu lieu le même jour au Lycée Dupuy de Lôme où le proviseur et un autre lycéen auraient été tabassés par un groupe de jeunes - sans motif !

Loi LOPPSI : squats et droit au logement

Le gouvernement a adopté en septembre l'article 32 ter A de la loi LOPPSI relatif à la pénalisation et l'expulsion expéditive et arbitraire à l'encontre des squatters, des occupants de « bidonvilles » ou d'un "habitat choisi » (logements, locaux, terrains), article complété par un amendement gouvernemental (n° 404) dans lequel est prévue la mise en place d'une procédure d'expulsion.
Le Préfet pourra expulser sans jugement, contre l'avis du propriétaire ou à sa place, en faisant fi de la trêve hivernale des expulsions, de la loi DALO, sans obligation de relogement ni même d'hébergement. Il a toute latitude pour le faire puisque le juge du domicile est évincé du processus, au profit des pouvoirs de police du Préfet... Une simple "mise en demeure" du Préfet suffit pour obliger l'occupantE à quitter les lieux sous 48h, faute de quoi il/elle serait passible d'une amende de 3750€.

Le texte repose sur des notions très vagues et extensibles à merci. Le Préfet peut s'appuyer sur des motivations de salubrité publique, de sécurité publique ou de tranquillité publique, applicables à toute situation qu'il décidera d'éradiquer.
Les occupants de locaux, squatters de logements et locaux vides (artistes, mal logés, alternatifs) ; les gens du voyage, les habitants de yourtes, de cabanes ou de tipis (dont les habitations pourront être détruites y compris lorsque les occupants sont eux même propriétaires dudit terrain) sont tous visés par cet article. La notion très floue de « réunion » d'un groupe de personnes est aussi introduite dans cet article, comme c'est le cas pour quasiment tous les textes de loi qui sortent ces dernières années. L'objectif est, bien sûr, de désagréger toutes les initiatives de vie alternative et de museler par la répression toute forme de contestation et de résistance au pouvoir capitaliste en place.

Ainsi, dès le mois d'août, avant même la présentation de ce projet au Sénat début septembre, des squats ont été évacués de manière souvent violente par la police, notamment à Caen (voir communiqué du Pavillon Noir). Depuis septembre, de nombreux autres squats sont aussi évacués, en éludant complètement la démarche politique (revendication au droit à un logement) et sociale (projets d'aide à l'insertion ou culturels).

Médecine du Travail

Les patrons viennent de gagner un combat qu'ils menaient depuis 25 ans pour mettre à mort les liens entre travail et santé des salariés. Le 15 septembre, l'amendement 730 du projet de loi sur les retraites a été voté par la majorité UMP. Cet amendement supprime l'obligation du recours à la médecine du travail pour la prévention des risques professionnels et la remplace par un sorte de collège d'experts composé d'infirmiers, de techniciens ou de consultants. L'autonomie médicale du médecin du travail est aussi annulée car c'est le directeur de service de santé, son supérieur hiérarchique, qui définira dorénavant ses missions.

[Communiqué du squat Le Pavillon Noir de Caen]
PLUS DE DEUX ANS D'ACTIVITES POLITIQUES ET D'EXPERIMENTATIONS SOCIALES AU SQUAT LE PAVILLON NOIR, DETRUITES PAR LA MAIRIE SOCIALISTE !!!

Le Pavillon Noir a été expulsé mardi 24 août au matin, par la Police (compagnie de CRS à l'appui). Nous avions décidé d'occuper ces maisons afin d'expérimenter collectivement des formes de rapports plus libres (non marchands et sans hiérarchie) et d'ouvrir des espaces de coordination, de réflexion et de lutte, ne plus payer de loyer (qui augmentent de plus en plus... comme la précarité). La mairie socialiste, sous couvert de "construction future de logements sociaux" a décidé de mettre fin par la force à ces expériences. Pour nous, cette expulsion est POLITIQUE, les maisons n'ayant pas été rasées dans la foulée, mais murées, et donc vouées à rester intacte encore quelques temps. Rien ne justifiait l'urgence de l'expulsion et les moyens employés (80 CRS, 50 nationaux, réactions violentes de leur part...) ! Les voisins ont ainsi pu voir l'utilisation concrète de leurs impôts !

Mais nous ne sommes pas les seul-es à être concerné-es par la machine à expulser. Partout en France, les personnes ne correspondant pas au « bon » schéma du « bon » Ordre social sont visées. Que ce soit à Bersac, lieu où était mis en place des activités favorisant l'autonomie de personnes handicapées qui s'est fait expulser par les flics début août, ou les squats de sans-papiers, squats politiques, locations non payées fautes de fric, yourtes posées sur des terrains etc., partout en France les lieux récupérés et permettant d'expérimenter d'autres rapports sociaux plus libres sont expulsés par des politiciens de gauche comme de droite.

L'État, comme les municipalités, intensifie sa guerre contre les pauvres et les marges. Depuis quelques semaines ce sont les Roms et les gens du voyage qui sont plus particulièrement et officiellement visés. Des dizaines de campements sauvages sont virés (Montreuil, etc.). Et une politique ouvertement raciste continue de se mettre en place... Face à ces politiques qui n'ont pour but que de nous divertir des dégâts générés par le capitalisme et l'État, il n'est plus temps de s'indigner mais d'organiser la riposte !!

SOLIDARITÉ CONTRE TOUTES LES EXPULSIONS !
SOLIDARITÉ AVEC LES GENS DU VOYAGE ET TOUTES LES CIBLES DE LA FASCISATION EN COURS !
RÉSISTANCES !!!

Le collectif Le Pavillon Noir (en exil). À bientôt dans d'autres lieux et dans les luttes !
la_mauvaise_herbe@no-log.org

Brèves pictaves

La guerre des filières

La rentrée universitaire à Poitiers a été remarquable : la ville s'est repeuplée en l'espace d'un week-end, donnant ainsi vie à une ville « morte » durant toute la période estivale. Ça fait chaud au cœur de voir tant d'étudiants motivés !
Cette année, pourtant, il était impossible de ne pas remarquer les étudiants de Sciences Po et de l'ESCEM sillonnant les rues de la ville affublés de sweat-shirts estampillés du logo de leurs écoles !
Si on sait que la réforme des universités a programmé l'entrée des entreprises dans les cursus voire dans les contenus d'enseignement, c'est avec la complicité des dirigeants des « grandes » écoles et des universités ! Et on n'aura de cesse de revendiquer la gratuité les savoirs qui ne doivent pas s'inscrire dans une démarche marchande et consumériste au risque d'aggraver les clivages sociaux déjà en piteux état !
Étudiants, si ces sweat-shirts confortables vous ont été donnés, rappelez-vous qu'on a vite fait de tomber dans les carcans tendus par les aînés !

Ils nous pillent !

La taxe foncière a augmenté de 25% en 2010 à Poitiers. Et cette augmentation a très peu de chance de baisser dans les trois prochaines années compte tenu du gel des aides de l'État à destination des collectivités territoriales.
Si cette taxe concerne directement les propriétaires, on sait pertinemment qu'elle aura des effets sur les prix des loyers. La taxe d'habitation est, elle aussi, prévue à la hausse cette année ! De sorte que les quatre impôts directs perçus par les collectivités territoriales sont tous à la hausse - mais à l'appréciation des collectivités territoriales ! Et ce sont toujours les mêmes - nous !- qui continuent à payer les frais des politiques d'État catastrophiques et méprisantes !

À Poitiers, le projet Cœur d'Agglo coûtera un prix faramineux pour les Poitevins... L'opération de rénovation du centre-ville de Poitiers, visant à en faire un pôle régional économiquement dynamique, est donc une politique totalement irréaliste à l'heure de la RGPP, de la RGPP2, du remplacement de la Taxe Professionnelle au profit de la CET (contribution économique territoriale) et du gel des aides de l'État. On devine que Monsieur le Maire se fait plaisir mais il n'était pas utile, loin s'en faut, de programmer une rénovation si coûteuse aux frais des Poitevins en ces temps où le chômage atteint presque 10% en Poitou-Charentes!
De fait, il est à prévoir que les trois années à venir risquent fort d'être des années de « vache maigre » pour les Poitevins qui devront rallonger la monnaie (et tirer la langue ?) par tous les tuyaux à pompes que l'État, la mairie et les conseils régional et général pourront utiliser ! N'espérons pas de jours meilleurs sous d'autres auspices ! Créons-les ! Peut-être une grève du paiement des loyers et des quatre impôts directs ne serait pas de trop pour éveiller la conscience de ces politiciens inconscients ?

Refonte du réseau Vitalis

Tous ceux qui utilisent les transports en commun pour se déplacer à Poitiers ont eu l'incommensurable plaisir de constater le bordel généré par la refonte des dessertes. Si les premiers temps ont été marqués par le rodage des chauffeurs et des usagers, l'expérience de cette nouvelle cartographie peut être enfin tirée.
D'abord, force est de constater que l'upper centre-ville devient un camp de concentration (l'effet est accentué par les travaux de la Place d'Armes !) dont les barbelés invisibles pourraient être tracés sans peine, dont la tour de surveillance n'est rien d'autre que notre belle mairie rénovée ! En effet, pour celles et ceux qui vivent à proximité de la mairie, l'accès aux bus est allongé en distance et donc en temps puisqu'il faut aller aux « pôles » Pétonnet-Hulin ou Notre-Dame pour prendre son bus. Du quartier du Square Magenta jusqu'au bas du plateau allant vers le Clain, il est dorénavant impossible (ou très compliqué !) de prendre un bus ! Et cela réduit notablement l'envie d'accéder à d'autres quartiers de la ville !

Pourtant, contrairement aux idées reçues, le centre-ville de Poitiers n'est pas uniquement peuplé de bourgeois vieillissants ! Des étudiants, de jeunes actifs y vivent qui ont sciemment choisi de s'y établir pour accéder aisément et sans voiture aux différents quartiers de la ville. Le centre-ville de Poitiers risque donc de se dépeupler de ses jeunes qui finiront bien par être refoulés de cette zone marchande sociale-démocrate, si on considère par ailleurs la charge de plus en plus élevée des taxes foncières, d'habitation et des loyers. Le centre-ville risque de devenir un bastion de la bourgeoisie dominante si on en croit les résultats de tels plans de rénovation dans d'autres « grandes » villes - Rennes par exemple. En tous cas, Vitalis, présidé par le maire de Poitiers, aura su satisfaire les commerçants : tout semble réfléchi pour nous « déposer » aux places stratégiques de consommation !

Pour le reste, il est déplorable de constater que les quartiers dits populaires comme les Trois Cités et les Couronneries n'ont vu aucune amélioration de la desserte des bus afin de les décloisonner. D'autres quartiers, comme celui de la Blaiserie ou du Porteau, restent eux aussi sans changement : ils demeurent des quartiers résidentiels peu accessibles.
Enfin, aucun effort n'a été fait pour améliorer la circulation des bus de nuit ce qui constitue un non sens politique car le développement de la vie culturelle poitevine by night, la part importante de la population étudiante en jouissant, n'est pas prise en compte ! Pourquoi ? Peut-être que, dans la droite ligne des décrets relatifs à l'interdiction de circulation en état d'ivresse ou de vente d'alcool sur la voie publique, dont l'ambiance du Festival des Expressifs a pu pâtir, dans la droite ligne de l'installation de caméras de surveillance dans tous les bus du réseau Vitalis, on doit comprendre que la mairie socialiste cautionne la politique sécuritaire du gouvernement et préfère empêcher, par des méthodes autoritaires, toute vitalité aux soirées poitevines ?

Expulsions Roms à Dompierre-sur-Mer

L'été 2010 aura vu passer un cap sans précédent dans l'histoire de la politique sécuritaire de l'État actuellement en place par l'« expulsion des Roms ». Ce cap franchi correspond à l'accomplissement décomplexé de ses politiques xénophobes et racistes - rien de moins.
En Poitou-Charentes, un campement situé à Dompierre-Sur-Mer en Charente-Maritime a été démantelé mi-juillet. Cette information a été peu relayée par la presse régionale hormis pour cautionner les motifs de cette évacuation invoqués par la préfecture et pour décrire de manière quasi romanesque toute l'humanité avec laquelle les collaborateurs de l'État raciste ont préparé les conditions de cette épuration ethnique.

Brèves pictaves

Cinquante-trois personnes, dont majoritairement des adultes, précédemment installés dans le sud du département d'où ils avaient été chassés, se sont vus proposer une aide au retour vers leur pays d'origine, la Roumanie. Seulement les Roumains sont citoyens européens et disposent du droit de circulation quoique très régulièrement bafoué, d'une part, et l'expulsion était de toute façon programmée, aide au retour acceptée ou non, d'autre part. Il faut par conséquent constater que les nouvelles méthodes d'expulsion du gouvernement (aide au retour) sont inefficaces pour séduire les citoyens-votants et que le non-respect de l'État vis-à-vis du droit des personnes à circuler librement est, lui aussi, critiqué, jusqu'aux plus hautes institutions des empires impérialistes.
Dès le lendemain de l'évacuation, aux premières heures, sur le terrain occupé par ces *personæ non gratæ*, les bulldozers sont venus détruire les caravanes, parce qu'on ne savait qu'en faire ? Parce qu'il fallait au plus vite effacer toute trace de cette action honteuse ? Parce qu'il fallait les dissuader de revenir ?

Prétextant la sauvegarde d'un site naturel protégé, la machinerie juridique s'était enclenchée - de la ville de Dompierre, au Conseil Général, à la Préfecture, au Ministère de l'Immigration - pour servir les desseins de la politique sécuritaire du gouvernement. Tous ont participé à cette opération que le porte-parole de la Préfecture a refusé de nommer « rafle » ou « évacuation ». Pourtant, les mots ont un sens qui définit des actes ! Et c'est de nuit, à l'abri des regards, que l'opération a été conduite. Un tel choix, qui n'est pas sans rappeler les heures les plus sombres de la Seconde guerre mondiale, a été justifié par la nécessité de « *dissuader les curieux et les journalistes* ». Belle démonstration de toute la performance des nouvelles techniques de communication médiatique utilisées nos politiques bling bling... Pourtant, osons le dire : ceux qui se cachent sont ceux qui ont quelque chose à cacher. Qu'est-ce que ces agents de l'État avaient à cacher ? Leur honte de collaborer avec un gouvernement appliquant des politiques xénophobes et racistes ?

1 mois ferme pour 1er motif « Appel à la rébellion »

Bruno Merceron est facteur à Bressuire dans les Deux-Sèvres. En mai dernier, il a tenté de refuser une « sécable » (tournée supplémentaire en cas d'absence d'un facteur) en invoquant un dysfonctionnement dans l'organisation du travail car, pour le 3ème jour consécutif, sa direction lui imposait d'effectuer une sécable alors que l'absence du collègue était prévue. Il a également tenté d'expliquer à ses collègues qu'il fallait cesser d'être des « moutons », soumis à l'ordre de la direction.
Pour cela, sa direction l'a traîné devant le conseil régional de discipline avec menace de 3 mois d'exclusion temporaire de ses fonctions.
Dans le courant de l'année, il avait déjà fait l'objet d'un avertissement de la part de sa direction. Et ce syndicaliste n'est qu'une victime supplémentaire des sanctions disciplinaires infligées aux syndicalistes et salariés qui osent simplement prétendre défendre leurs droits et discuter des difficultés concrètement rencontrées sur le terrain ! Dans le même acabit, la section de Bressuire du syndicat SUD PTT a essayé de le soutenir auprès de la direction pour demander la levée immédiate de la sanction, par voie de tract et par un rassemblement devant le siège régional à Poitiers le 29 juillet dernier. Seulement, le syndicat aurait été évincé de toute négociation durant toute la procédure.
En tous cas, la sanction est tombée : il est condamné à trois mois d'exclusion dont deux avec sursis et le premier motif est « appel à la rébellion » auprès de ses collègues ! C'est également sur le motif de refus d'effectuer une mission de service public que cette sanction est tombée.
Ça en dit long sur les méthodes de management qui ont cours dans les entreprises privées depuis une dizaine d'années et dont la fonction publique et la fonction territoriale semblent s'être largement inspirées ! Aujourd'hui, le/la salarié-e n'a plus son mot à dire, c'est « taffe et ferme ta gueule » sinon les représailles tombent et elles sont toujours lourdes car disproportionnées par rapport aux situations ayant entraîné de telles sanctions ! Pourtant, après les suicides à France Telecom, La Poste est la deuxième grande entreprise française pour laquelle les risques de détresse au travail encourus par les salariés ont été mis en lumière...

Continuons la lutte...

Liste de quelques organisations qui aident les migrantEs "sans-papier" dans la Vienne et leurs coordonnées en cas de besoin :

La Cimade :

Adresse : 5 rue des Écossais 86000 POITIERS
Téléphone/Fax : 05.49.61.19.97

Martine MASSE : martine.masse@club-internet.fr ;
05.49.55.46.38 / 06.23.27.48.99

Yves JUDDE : judde-lecomte@wanadoo.fr ;
05.49.88.66.61 / 06.84.08.40.08

Emmaüs Châtellerault-Naintré :

Adresse : 19 rue de la Tour 86530 NAINTRÉ
Téléphone: 05.49.90.27.30 ; Fax : 05.49.19.16.99
E-mail : emmaus.naintre@orange.fr

RESF 86 :

Adresse : Ligue de l'Enseignement,
18 rue de la brouette du vinaigrier 86000 POITIERS
Téléphone : 06.62.95.54.17
E-mail : resf86@no-log.org

L'antenne universitaire du RESF86 :

E-mail : sesp@hotmail.fr

Le Toit du Monde :

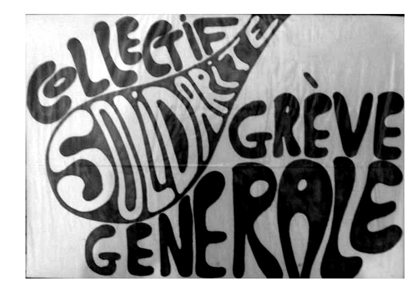
Adresse : 31 rue des Trois Rois 86000 POITIERS
Téléphone : 05.49.41.13.40
E-mail : accueil@toitdumonde-csc86.org

"Assemblées populaires à Poitiers !"

Pour de plus en plus de gens, il est inutile de compter sur les directions syndicales ou les partis politiques si l'on veut être fortEs et efficaces dans la lutte. Les "journées d'actions" à répétition et les manifestations, quelle que soit leur taille, ne feront reculer ni les capitalistes, ni l'État qui les sert. Leur seul but est d'occuper le terrain et de canaliser la colère du peuple,
Faute d'un espace de lutte interprofessionnelle, les efforts des différents secteurs en lutte peinent à se rencontrer, à se coordonner et à organiser concrètement, par la base, une solidarité entre tous. Ainsi, au cours des dernières semaines, un nouvel outil a vu le jour à Poitiers, les "assemblées populaires". Avec le mouvement social de résistance à la contre-réforme des retraites, des initiatives similaires existent à Toulouse, Montauban, Caen...
Ouvertes à tous, sans discriminations d'appartenance professionnelle ou syndicale, d'âge, de sexe, d'origine, et rassemblant jusqu'ici des salariéEs, des étudiantEs, des chômeur-euses, des précaires, ces assemblées sont un outil de combat et d'auto-organisation, égalitaire et libre.
C'est aussi un espace où une autre parole est possible, dans un cadre libéré des hiérarchies sociales, professionnelles, syndicales et politiques. ChacunE peut y prendre la parole librement, partager avec tous ce qu'il/elle a à dire.
Les assemblées populaires ne se substituent pas aux différentes luttes, mais peuvent permettre d'échanger des idées, des expériences, des informations, et permettre à la solidarité de s'organiser par delà les clivages socio-professionnels. Ces assemblées peuvent aussi servir, grâce à la participation de chacunE, à organiser et appeler à des actions, afin de contribuer à rendre possible la seule grève réellement efficace, la grève générale.

Car pour vaincre, nous ne pouvons compter que sur notre solidarité.

Tract réalisé par des travailleurs-euses, retraitéEs, chômeurs-euses, étudiantEs, précaires, réunis en assemblée populaire à Poitiers.



Assemblée populaire :

Tous les mardis et jeudi à 18h à Poitiers, à la cafétéria de la médiathèque.

« Solidarité pour la Grève Générale ! »
Non affilié - Non syndiqué

Un "*collectif de solidarité pour la grève générale*" est déjà né des assemblées populaires à Poitiers. Toutes les décisions sont prises collectivement au cours des assemblées populaires.
Le collectif agit ou souhaite agir dans ces domaines :
* **"Veille juridique et droit de grève"** : nous voulons soutenir celles et ceux qui veulent se mettre en grève ou la reconduire mais hésitent à cause de pressions, ou parce qu'elles ou ils ne connaissent pas leurs droits. Des topos sont disponibles sur le site, mais toute personne compétente dans ce domaine est la bienvenue;
* **"Informer"**: relayer les infos sur toutes les luttes, les actions, les blocages, menés sur Poitiers, ou ceux menés ailleurs mais exemplaires pour les nôtres;
* **"Tambouilles"** : organiser des tambouilles collectives sur les lieux de grève, les lieux de manifestation, de blocage, et au-delà, permet d'échanger et de faire durer ces moments;
* **"Une caisse de grève et de solidarité"** a été mise en place pour l'aide financière (perte de salaire, etc).

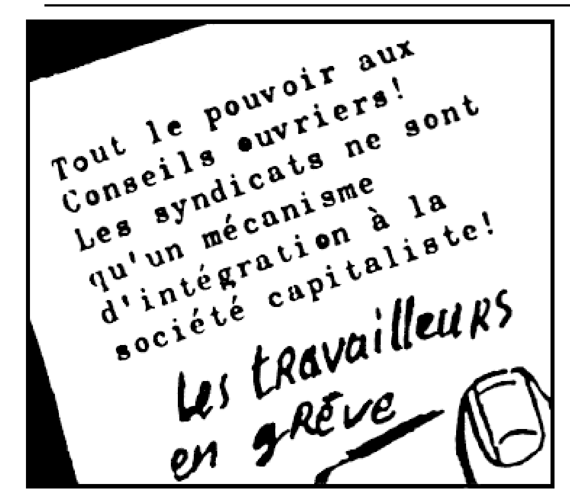
Les *dons* peuvent être en argent, mais aussi en temps libre : aide à la coordination, à l'organisation des actions, cuisine pour les tambouilles, tractage, soutien moral, juridique, aide aux familles.
Ces dons de temps sont définis en fonction des besoins des grévistes :
dans les actions de lutte ;
mais aussi en ce qui concerne le quotidien : garderie pour permettre aux parents de se rendre aux AG, aux actions ; etc. et en fonction des demandes.

S'organiser ensemble pour être plus forts et plus efficaces est une donnée fondamentale de la lutte.

Pour aider ou solliciter de l'aide, contacter le collectif pendant les assemblées populaires ou par mail.

Assemblées populaires : tous les mardi et jeudi à 18h à Poitiers, à la cafétéria de la médiathèque.

Site du collectif : http://www.csgg86.toile-libre.org/
Contacter le collectif par mail : solidaritegg@gmail.com







Sur les AG

Depuis un petit moment, un débat critique s'est engagé sur la notion d'AG (assemblée générale), comme forme indépassable de la démocratie directe. Chez les libertaires, qui ont toujours prôné le droit et la capacité des personnes à s'organiser par elles-mêmes sans intermédiaires, le débat ne porte à mon sens pas tant sur le principe assembléiste en lui-même, que sur certaines fausses évidences "démocratiques" dans les modes de déroulement des-dites AG.

Pour résumer ce que j'en pense, je dirais que :

- J'aime bien le mot "assemblée", qui m'évoque des gens qui ressentent à un moment donné le besoin, l'envie de se retrouver pour s'organiser, qu'il s'agisse de se coordonner pour monter un projet, d'être plus forts pour résister à une attaque du pouvoir, ou encore -et ça aussi c'est super important- se mettre un peu de baume au cœur en constatant que même si on est jamais d'accord à 100%, au moins il y a des gens qui ressentent les mêmes choses et sont dans une dynamique d'entraide.

- J'aime un peu moins le mot "générale", qui évoque une coloration plus politicienne de l'assemblée (et pas forcément plus "politique" au sens positif). À mon sens, une assemblée ne devrait pas chercher à appliquer des solutions, des décisions "générales" : tant mieux si c'est le cas et si un consensus est trouvé. Sinon : tant mieux aussi ! Ça signifie juste que certaines personnes (et quelque part, c'est rassurant) pensent autrement et veulent expérimenter autrement... La démocratie anarchiste, selon moi ça devrait aussi ressembler à du palabre, du plaisir dans l'élaboration de tactiques (je parle bien au pluriel), tactiques toujours perfectibles si l'intelligence collective fonctionne réellement, et enfin (et surtout) la coordination ou fédération de ces tactiques coexistantes, c'est-à-dire une association aussi libre et souple qu'efficace, de sorte que nulle ne cherche à en dominer d'autres, ni à contraindre à se tenir à quoi que ce soit.

Or la plupart des AG habituelles ont pour forme et même pour but, et ce par le vote majoritaire (qu'on ne discute généralement pas... alors même que la révolution se trouverait sans doute aussi dans sa critique !), de décider d'actions globales .

Ce qui implique hélas dans les faits, pour divers chefaillons triomphants après un vote victorieux, le prétexte rêvé d'une légitimation de leur condamnation politicienne des options minoritaires demeurant en désaccord, et donc leur capacité renforcée d'imposer un pouvoir à tout le monde. L'histoire abonde de ces prises de pouvoir "démocratiques", par des léninistes notamment, sur les mouvements populaires afin de les contrôler.

Les AG ressemblent souvent en fait, même sous la forme "libertaire" de "l'autogestion" donnant la parole à tou-te-s, à des mini-parlements de notre démocratie représentative, bref à des espaces de luttes d'influences pour idéologues partidaires.

Les amphis des facs sont un bel exemple de ce genre de laboratoires pour politiciens en herbe en quête de manipulation des foules, d'autant plus néfastes malgré eux, qu'ils sont généralement tous convaincus et pétris de bonnes intentions.

Je me méfie de la décision globale, irrévocable, qui donne aux adeptes du pouvoir sur la masse le prétexte fallacieux de la démocratie pour imposer leur domination. Je ne suis pas pour les partis, dont le but est d'exercer un pouvoir global : je suis pour des organisations en réseau, en coordination.

À mon sens la démocratie libertaire c'est donc certes l'assembléisme, certes aussi le mandat impératif et révocable, mais c'est aussi à mon sens (et je diverge sur ce point d'avec les partisanEs du plateformisme chez les libertaires), le refus du centralisme décisionnel, ce qui implique le refus du droit d'une majorité quelle qu'elle soit à imposer des décisions globales.

C'est peut-être ce conflit de conceptions de la démocratie, ce dissensus tactique entre partisanEs du scrutin majoritaire (qui serait, par la décision globale et unitaire, gage d'efficacité par son côté "masse"), et partisanEs de l'élaboration en réseau (qui serait, par la décision multiple et la coordination des options, plus efficace par son côté "guérilla"), qui s'est joué dans certaines facs lors de la LRU, où des AG ont été "chahutées".

Et à mon sens, ce n'est pas en calomniant, ni en rejetant les uns et les autres avec mépris, qu'on progressera en efficacité. Personnellement, je comprends et respecte aussi, y compris chez les libertaires, les gens persuadés d'une plus grande efficacité de l'unitaire sur le réseau, même si j'ai une conviction inverse.

Tant qu'on ne cherche pas à me contraindre par le prétexte du "majoritaire" !

John Rackham



Le syndicalisme actuel et la masturbation sous la douche



Ce n'est plus un secret pour personne, la combativité syndicale n'est plus à l'ordre du jour. Sa fertilité équivaut à une bonne branlette sous la douche pour avoir un enfant.
Depuis les années 80 et le parti « *socialiste* » au pouvoir, les syndicats ont oublié leurs origines et sont passés d'un désaccord idéologique sur l'économie et le travail à une cogestion du capitalisme qui se traduit par la suppression de toute radicalité et la négation de toute révolte, pourtant légitime.

Effectivement, les syndicats existent à la base pour émanciper les travailleurs donc lutter contre le Capitalisme. Les syndicats disparaitront quand le capitalisme disparaitra. Les représentants syndicaux et autre salariés des syndicats ont donc intérêt à ne pas faire crever la pourriture à laquelle ils sont accrochés, sinon ils perdront les miettes de privilège qui semble les satisfaire. Ils ont donc intérêt à montrer leur utilité : Régulation du capitalisme, droit du travail, création de mutuelles dans des secteurs... Et nier tout antagonisme d'intérêt face au Capitalisme, ainsi que leurs origines (ex: la CGT à la base communiste et anarchiste dans un syndicat unitaire!).

Vous avez donc deux choix possibles:

1) Vous vous résignez en priant dieu de vous épargner (essayez, ça marche!!!), faites le lèche-cul au travail et dans la vie...

...On pourrait à la rigueur se satisfaire de se qui est... Tristesse, dépression, rire nerveux et oppressions vous rattraperont un jour ou l'autre si vous avez ne serait-ce que rêvé.

Mais comment est ce possible ? L'humain, capable par tous les temps de s'adapter, de prouesses techniques, d'aller sur la Lune, incapable de s'émanciper ? Il est temps de ne plus s'adapter aux caprices du Capital !!!

Mais, vous qui avez fait le choix de vous résigner et plus si affinité... Faites surement partie d'une de ces trois catégories qui contribuent à perpétuer l'ordre social en place...

a) Vous avez un intérêt direct à faire perdurer le système et vous en êtes conscient (actionnaire, PDG, haute fonction publique ou privée, gros salaire...).

b) Vous n'avez pas compris que vous auriez plus intérêt à abattre le système immédiatement et vous pensez même que vous allez monter dans l'échelle sociale... Utopiste... Vous avez un problème d'analyse, vous regardez surement trop la télé, vous avez l'esprit critique mais vous ne changez pas de position pour regarder votre rapport au monde sous un autre angle, vous êtes peut être conscient qu'il faut faire quelque chose mais manquez de courage et de confiance en vous, et donc, en l'Homme.

c) La politique c'est lourd, c'est quoi le Capitalisme...?

2) Ou bien... Vous ouvrez les yeux, prenez confiance en vous et apprenez à connaître et comprendre les différentes formes de vie humaine qui interagissent autour de vous dans ce gloubi-boulga d'information-stimuli dont vous êtes la cible, vous vous en remettez à vous même en ayant conscience d'être un pion à part entière d'un grand jeu dont vous souhaitez sortir et comprenez qu'il y a du pain sur la planche... Mais vous avez donc confiance en vous et n'allez plus vous laisser écraser. Vous vous en remettez à vous même, sans intermédiaire, vous vous organisez collectivement...

Après ce point de départ de la politique réelle, vous perdrez non sans mal vos illusions une à une sur ce qui vous entoure, les chemins à suivre seront souvent ceux de traverse, les plus sûrs, car les vôtres. Le souverain de votre vie, sera vous même...



Le best-seller de l'automne.

LA JEUNESSE DANS LA RUE AVANT QUE TOUT SOIT PERDU !

Vous l'avez peut-être déjà remarqué, mais la jeunesse semble aujourd'hui prise dans un étau répressif. Que ce soit à l'école, dans la rue, au travail, dans les médias, nous sommes constamment sous le feu d'une propagande citoyenniste crasse, d'un appel moribond à l'obéissance et au travail aliéné. L'État, le petit caniche du capitalisme, voudrait nous formater et nous reprogrammer en « citoyen bien-pensant 2.0 », tente de nous imposer un ordre moral qui pue le vieux monde, de nous transformer en zombies...

En effet, le Pouvoir a de grands projets pour la jeunesse et pour son avenir. Il s'agit de nous préparer à la fin de « l'État-providence ». Pour attendrir la viande, il faut la battre. D'où la mise en place de politiques sécuritaires (caméras de vidéo-surveillance, fichages, flicage permanent y compris dans les établissements scolaires, …). D'un autre côté, l'État doit désigner l'ennemi commun (Roms, *« sans-papier », « menace terroriste », « jeunes merdeux », « racailles », « retraités privilégiés »*, ...)

Pendant ce temps-là, l'État et le capitalisme organisent la régression sociale:
- la santé (réforme des hôpitaux publics, suppressions de postes,...)
- les difficultés d'accès à l'avortement (fermeture ou « regroupement » des centres d'IVG)
- l'éducation (réforme des collèges, lycées, loi relative aux libertés et responsabilités des universités, suppressions de postes, embauches de stagiaires sous-payés, …)
- la réforme des retraites (augmentation de la durée de cotisation, « *retraite des morts »*)

Quelque soit l'époque, à chaque mouvement social, la présence des étudiants et des lycéens désobéissants dans la rue a toujours fait trembler le Pouvoir. C'est pourquoi dans le contexte actuel l'état craint un soulèvement impulsé et endurcie par la jeunesse. Ce n'est pas pour rien que l'état exerce une pression croissante sur toute tentative d'émergence d'un Mouvement contestataire. Leurs coups de triques ne sont que l'expression de leurs sentiments distingués...

Nous ne sommes pas des pantins et c'est à nous de nous mobiliser et de nous soulever maintenant ! Notre avenir est entre nos mains ! RIPOSTONS !!!

Montrons leur que nous sommes présents !
Jeunes, vieux, chômeurs, travailleurs ;
Exploités d'aujourd'hui, de demain ;
Défendons les acquis des exploités d'hier...

des anarchistes





Gestion administrative des étudiantEs

Ci-dessus, la vaillante colonne Papineau libérant Poitiers.

Jeudi 4 Novembre, 15h, à Poitiers se réunissent une cinquantaine de gens (lycéenNEs, étudiantEs et autres) en lutte contre la dernière attaque de Classe en date menée par le gouvernement.

L'objectif : occuper un site de la faculté de Sciences Humaines et Arts (tout en permettant aux cours de se dérouler normalement) situé dans le centre-ville de Poitiers. La prise du bâtiment se déroule sans encombre, l'ambiance est au beau fixe, les personnels administratifs réservent un bon accueil aux squatteurEUSEs d'un jour. Mais plus tard dans l'après-midi, voilà que déboulent dans la faculté, la vice-présidente de l'Université de Poitiers*, accompagnée de son petit chien de berger, le vice-président étudiant* (qui est aussi secrétaire général de la FAGE) et de quelques gros bonnets de la fac. Une discussion s'ensuit : il est hors de question pour ces sous-flics que l'occupation se prolonge. Illes s'en vont en concluant qu'illes ont tout à fait le droit d'appeler la police pour déloger les occupantEs. Arrive ensuite le doyen de la fac de Sciences Humaines et Arts*.

Même son de cloche, en sourdine cette fois : c'est que môssieur est de gôche, môssieur a toujours soutenu la lutte tant qu'elle correspondait à sa petite vision citoyenne et étriquée du mouvement social. Le voilà débordé, trahi par la chair de sa chair. Il use de la carotte et du bâton : "Soit vous restez et boum les keufs dans vos tronches, soit vous partez et vous aurez un amphi tous les jours de 7h à 20h". Il se retire sur ces bonnes paroles et laisse tout ce petit monde cogiter.

La discussion est âpre, le vote final reconduit l'occupation. On se met à faire la popote.

Des syndicalistes rejoignent les occupantEs. Mais personne n'aura le temps de gouter les pâtes. Quand les sous-keufs de la présidence et le grand doyen humaniste pointent de nouveau le bout de leur nez, 7 bagnoles de keufs se ramènent dans leur sillage. Les condés investissent la fac, caméra au poing, matent la table de presse, relèvent les identités et l'agenda des prochaines actions, et évacuent tout le monde. Il est 21h. Les sous-keufs et le grand humaniste tirent la tronche. C'est qu'envoyer la flicaille sur leurs étudiantEs, ça la fout un peu mal. "Et puis quand même, 7 voitures…"

J'espère qu'il est désormais clair pour tout le monde que l'administration de la fac, comme toutes les autres, n'est pas du côté de celles et ceux qui luttent. En appelant les flics, illes ont choisi leur camp. Puisse tout le monde en prendre bonne note...

Pas de pitié ni de pardon pour les nervis du Pouvoir.

Thomas Tew

* Aucun nom n'est cité, à dessein. D'une part il est hors de question de faire de la publicité à ces individuEs, qu'elle soit bonne ou mauvaise. Ensuite il ne me semble pas nécessaire de les ériger en symboles de la répression. Iles n'en sont que des agentEs.

dresse à tous ceux qui sont exploités, méprisés, entretenus dans la misère affective. ux devenirs-fossoyeurs du vieux monde.

Au regard d'une époque traversée par la médiocrité et la stérilité, le mensonge et la peur, le soulèvement de la plèbe nous apparait comme la réponse *ad hoc* au nécessaire renversement du monde de la marchandise autoritaire. Nécessaire, non seulement parce que les régimes disciplinaires sous-tendent désormais toute les activités du quotidien, mais également parce que deux siècles de capitalisme et de nihilisme marchand ont abouti aux plus extrêmes étrangetés, à soi, aux autres, au monde. Le grondement sourd de la guerre a réveillé les Quartiers Sinistres du fond desquels le chant des décadents se fait de nouveau entendre. Et la guerre est à peine commencée…

Sur la planète malade, là où s'enracine le totalitarisme économique, là où « *Arbeit macht frei* » s'érige en principe fondamental, là triomphe le mouvement autonome du non-vivant. Fabrication concrète de l'aliénation, celui-ci se développe grâce au volontarisme niais du citoyen et aux flux militaro-marchand. La force de ce système de gouvernement réside dans l'agencement des dispositifs de répression et de propagande, auquel la cybernétique est venue se greffer. C'est d'ailleurs cette modernisation qui permet encore aux polices de conjurer le péril intérieur, de proroger le moment de notre émancipation effective.

Cette gestion globale repose *in fine* sur le travail. En effet, si au départ ce dernier est simple activité de production, il constitue dorénavant la meilleure des polices. De sorte qu'en plus de contrôler les individus, il les uniformise et les domestique, et sert subséquemment de clef de voûte à la fabrication du citoyen. Ainsi la lutte entre oligarques et travailleurs si elle existe bien, n'est en réalité qu'un conflit d'intérêts au sein de la socialisation capitaliste. Conflit qui se cristallise aujourd'hui autour du problème des retraites, qui demain le sera autour des salaires. Les mouvements sociaux appartiennent donc, eux aussi, au libre-jeu des simulacres.

Dans ces conditions, la politique de l'insurrection locale s'impose. Toute subversion/offensive présuppose, par conséquent, l'élaboration de modes de vie - qui soient aussi des modes de lutte. Cela veut dire que le premier mouvement de la guerre est réappropriation* des lieux, du commun et de la violence.

La situation exige des actes*, non des discours.

Alors que le Pouvoir croit avoir la mainmise sur tous les territoires, qu'il pense que le Capitalisme a triomphé partout, y compris dans nos esprits, se fait sentir pour nous, la nécessité de s'organiser. Pour cela, il nous faut trouver un espace où se retrouver, un espace où les logiques marchande et autoritaire n'auraient pas leur place. Aidez-nous à financer ce lieu.

Collectif pour un local libertaire pictave



Appel à souscription

Pourquoi un local libertaire ?

Manifestations, débats, assemblées populaires, tambouilles, organisation militante, échanges des savoirs et des savoir-faire, etc. Autant d'activités porteuses de l'envie de s'émanciper, de cesser de subir l'aliénation d'un système privatif de nos libertés, de s'organiser ensemble pour être plus forts, pour assurer l'autogestion et l'autonomie de tous et de chacun.
L'évidence est là : un lieu ressources à Poitiers est nécessaire pour continuer à construire la résistance face au capitalisme, face à la répression, pour mener à bien des projets de vie alternative.

Par qui ? Pour qui ?

Le *collectif pour un local libertaire pictave* s'est constitué à l'initiative des militants du groupe Pavillon Noir affilié à la Fédération Anarchiste et de militants libertaires.
Il est ouvert à toute personne partageant les principes anarchistes désireuse de mener des activités militante, politique, sociale et économique mais aussi à toute personne souhaitant partager à un moment donné de son parcours, militant ou non militant, les projets portés par le collectif.

Quels projets?

Les projets s'axent autour des principes d'autogestion et d'auto organisation visant à l'émancipation individuelle et collective.
Un café libertaire sera mis sur pied où se tiendront des soirées-débats, où il sera possible d'accéder à une bibliothèque et à une librairie.
Une cantine proposera des tambouilles pour les soirées organisées et une restauration sur place.
Le projet « École buissonnière » basée sur l'école émancipée et l'échange des savoirs et des savoir-faire trouvera un lieu où pérenniser ses activités.
Un salle de réunion sera mise à disposition pour des assemblées populaires, des réunions de collectifs, d'organisations.
Le local sera aussi un lieu de « récup' » où seront stockés des objets récupérés de ci de là, qui pourront être restaurés ou réutilisés.
Un jardin bio auto-géré visant à l'autosuffisance alimentaire sera installé.
D'autres projets viendront, proposés par celles et ceux qui portent en eux l'envie de créer.

Comment ?

Le local est en projet d'achat ce qui est permettra d'assurer une autonomie du lieu.
Il sera situé à Poitiers qui reste un axe central dans le département et qui regroupe aujourd'hui un terrain militant riche qu'il est néanmoins nécessaire de pérenniser dans un espace géographique et temporel.
Le groupe Pavillon Noir est en partie soutenu par la Fédération Anarchiste dans la mise en place de ce projet d'installation de local.
Le *collectif pour un local libertaire pictave* lance, pour sa part, un appel à souscription par le biais de son association. Des événements (projections-débats, concerts, tambouilles, etc.) seront organisés régulièrement à la fois pour financer le projet, le faire connaître et pour promouvoir l'envie de débattre, d'échanger, avec celles et ceux qui veulent mettre fin aux mécanismes oppressants, répressifs et aliénants de la société capitaliste et de l'État

ambition patriarcat charnier répression procureur maître mégalopole professeur guerre centre de rétention administrative
antisémitisme interdiction nation logo spectacle officier puce RFID économie engrais chimique paternalisme idéologie spéculation
déforestation hormone de croissance nitrates élevage industriel pacification farine animale OGM sous-officier logement vide
ghettoïsation bagnole inégalités marchandise G8 tabou propriété privée détention préventive banques irradiation ethnicisation
amiante trois huit représentant Echelon pornographie héritage parc bombe patrie gadget chef vidéosurveillance génocide traçabilité
réussite exclusion prison pesticide police brevet état médias nucléaire avocat urne impérialisme portable pillage loisirs anti-IVG
fusil d'assaut loisir monnaie faim droite pointeuse loi privatisation PVD mafia culture larme couple milliardaires pauvreté
discrimination mode mine antipersonnel agent compétition Françafrique nationalisation douane corrida capitalisme centrale syndicale
coutume à quoi bon armée actionnaire brutalité participation académisme drapeau immolation homme providentiel citoyennisme
développement durable maître patrimoine voie professionnelle complotisme licenciement évangile plus-value tabassage marché
centralisme cadre moyen coupe du monde dette PCB accident du travail bourrage de crâne capital réserve fractionnelle maillot
désertification croissance économique écran pendaison produit dérivé canon vente république ANPE droits de l'homme karcher
spécialiste BM consulting pétition cynisme cravate célibat extrême-gauche militaire prélèvement ADN bail propagande exécution
offshore maton antidépresseur impôt droit réforme lapidation équipe nationale crucifixion flexibilité république Nord haute couture
publicité directeur coran autoroute disette fin du monde morale papiers identité transphobie BCBG pollution Occident dictature
âgisme gentrification battant psychiatrie matraque marque hub partenaires sociaux périphérie intégrée conseil d'administration
fascisme stérilisation management modernité valeur torture salariat curé rareté loyer lobby assurances CRS achat politicien
multinationale pape chic pureté télévision journaliste bible blockbuster littérature léninisme famine FMI vedette racisme culte
neutralité handiphobie vigile secret défense travail anxiolytique PNB supermarché tradition service national traité cadre supérieur
quota conservatisme gauche proxénète tabloïd extrême-droite promotion mur rabbin sucette publicitaire échafaud lock-out vérité
marée noire élite devoir de réserve péché éducation civique acculturation risquophilie tribunal bourgeoisie parti contremaître isoloir
nihilisme coach union européenne PAF corruption diplôme taux espace Schengen viol mort pour la patrie hygiaphone élection
rédemption tazer défense nationale tourisme expulsion sacrifice intérêt contrôle gendarmerie mariage affaires surproduction avant-garde église homophobie CAC 40 mairie interim taxe christianisme négociation somnifère catéchisme uniforme judaïsme spot
éternité dogme césarisme attouchement pétition famille humain dieu paradis fiscal machisme paludisme horodateur humanitaire
islam mannequinat vert paparazzi représentativité prêche retraites chômage condamnation produit financier junte avertissement
consommation renseignement assassinat ministère dopage parlement xénophobie isolement misère relaxation tutelle productivité
autorité assurances contamination centrisme patron sexisme gourou dépendance comique blâme charité zapping peur créationnisme
nausée président loyer OMC genre alcoolisme concurrence nanotechnologie SDF décret challenge béton guichet télé-évangéliste
costume trois pièces multinationale caste norme prostitution majorité devoir expert intoxication légitimité BAC concours snobisme
sport PIB interrogatoire éducation nationale hiérarchie branchitude fonds de pension soumission discipline réalisme armement
amphétamine haut-fonctionnaire bourse libéralisme carence challenge cartel répression menottes juge ultrason imam antenne
huissier contrat plus-value magistrature idéalisme peuple mariage gotha hiérarchie notation globalisation lacrymogène obéissance
ENA massacre cynisme lâcheté déresponsabilisation colonisateurs vautours DAB chapelle ploutocratie cœur d'agglo vieux monde

REVOLTE DESOBEISSANCE ACTION DIRECTE FEDERALISME

ANARCHIE